

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 05/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



CORAMINE

ZI de Senlis
2 avenue Etienne Audibert - BP 90034
60302 SENLIS

Références : IC-R/0407/22-LF

Code AIOT : 0005107615

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2022 dans l'établissement CORAMINE implanté ZI de Senlis 2 avenue Etienne Audibert - BP 90034 60302 SENLIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORAMINE
- ZI de Senlis 2 avenue Etienne Audibert - BP 90034 60302 SENLIS
- Code AIOT : 0005107615
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- NON IED-MTD

Coramine est une société du groupe Saint Gobain dont placoplâtre est le principal actionnaire. Elle fabrique des cloisons de bureaux à partir de plaques de plâtre sur lesquelles sont encollées des revêtements muraux. Les lignes de production sont les suivantes :

1 ligne d'encollage, 1 scie verticale et 1 ligne d'usinage bois réformée. Cette société est soumise à enregistrement depuis la modification de la rubrique 2940 datée du 12 mai 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative : vérification
- Risques chroniques :
 - les installations de traitement de l'eau
 - les déchets (transport et stockage extérieur)
 - Mesures du rejet du conduit n°1
- Risques accidentels :
 - localisation des risques
 - surveillance et contrôle des accès

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 4.3.4	/	Mise en demeure, respect de prescription,	3 mois
3	Transports des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 5.1.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	mesure sur rejet du conduit 1	AP Complémentaire du 12/08/2016, article art 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	déchets gérés à l'extérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 5.1.4	/	Sans objet
5	localisation des risques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article art 4.1	/	Sans objet
6	surveillance et contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article art 3.1 et 3.2	/	Sans objet
7	révision de la situation administrative	Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 1.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats suivants font l'objet d'une proposition de mise en demeure :

PC2 : absence de séparateur-déshuileur au niveau du rejet n°1, absence d'autorisation de rejet dans la station d'épuration de Senlis;

PC3 : les bordereaux de suivi de déchets dangereux ne sont pas complétés en intégralité;

PC4 : la vitesse d'éjection mesurée sur le conduit n°1 en 2022 est non conforme à la réglementation en vigueur. Ce résultat serait la conséquence d'une mauvaise prise de mesure due à la forme du conduit en courbe (absence de segment droit). De plus, la forme du débouché de ce conduit, ne favorise pas l'ascension des gaz dans l'atmosphère (sortie pratiquement à l'horizontale).

Cette visite de contrôle a mis en évidence deux points essentiels :

- plusieurs prescriptions ne sont plus adaptées au site actuel;
- l'exploitant n'avait pas acté le dernier changement concernant la rubrique 2940 .

L'exploitant doit étudier sa conformité à l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 sous forme d'un porter à connaissance. Il en profitera si besoin pour intégrer toutes les modifications effectuées sur son site depuis la date de son dernier arrêté préfectoral de prescription (2016). L'inspection pourra ainsi élaborer un arrêté préfectoral complémentaire permettant de mettre à jour les prescriptions associées au site actuel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, déchets gérés à l'extérieur de l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 5.1.4. déchets gérés à l'extérieur de l'établissement, alinéa 3 et 4 Les poussières retenues par le dispositif d'épuration sont récupérées dans un bac de collecte et éliminées par un prestataire agréé ou recyclées. Les eaux de nettoyage des équipements des lignes d'encollage sont collectées dans des contenants étanches de 1 000 L et stockées sur rétention amovible au niveau de la zone dédiée d'entreposage de déchets, en attente de leur enlèvement vers un centre de traitement spécifique.
Constats : Au niveau de chaque poste générant de la poussière, des petits stockages intermédiaires d'environ 30 l permettent de récupérer la poussière. Ensuite ces sacs sont placés dans une benne bleue récupérée périodiquement par PAPREC. Les eaux de nettoyage sont récupérées dans deux cuves de 1000 l placées sur rétention à l'extérieur du bâtiment. Ces cuves sont ensuite récupérées par un prestataire agréé, CHIMIREC. Il s'agit d'eaux souillées non chlorées (03 02 04)* Appartenant à la famille des déchets dangereux, ce déchet fait l'objet d'un bordereau de suivi de déchet. L'exploitant montre un bordereau de suivi de déchet datant du 07 avril 2021 indiquant la prise en compte de ce déchet par la société CHIMIREC à Saint Just en Chaussée. La société stocke ce déchet avant son traitement final par une autre société. Le bordereau est convenablement complété et signé jusqu'à la destination finale du déchet, la société ARF à CHAUNY, D10 étant mentionné comme traitement final. (incinération à terre). Le bordereau de suivi 2022 pour ce même déchet est encore en cours. Il est daté du 21 juin 2022. Ce déchet a été pris en compte par la société CHIMIREC, mais pas encore par la société ARF au jour de l'inspection. L'inspection remarque que le code déchet indiqué sur le BSD 2022 n'est pas le même que sur le BSD de 2021, (07010 1)*. L'inspection demande à l'exploitant de vérifier son code déchet et de le mettre à jour si besoin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, entretien et conduite des installations de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 4.3.4. entretien et conduite des installations de traitement Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs

de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et rechargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats : La personne en charge de la conduite des installations est monsieur Stéphane BERTHELOT, le correspondant HSE interne de CORAMINE. L'exploitant tient à jour un registre informatique des incidents-accidents à l'aide d'un logiciel nommé SIRIUS. Ce registre a été mis disposition de l'inspection.

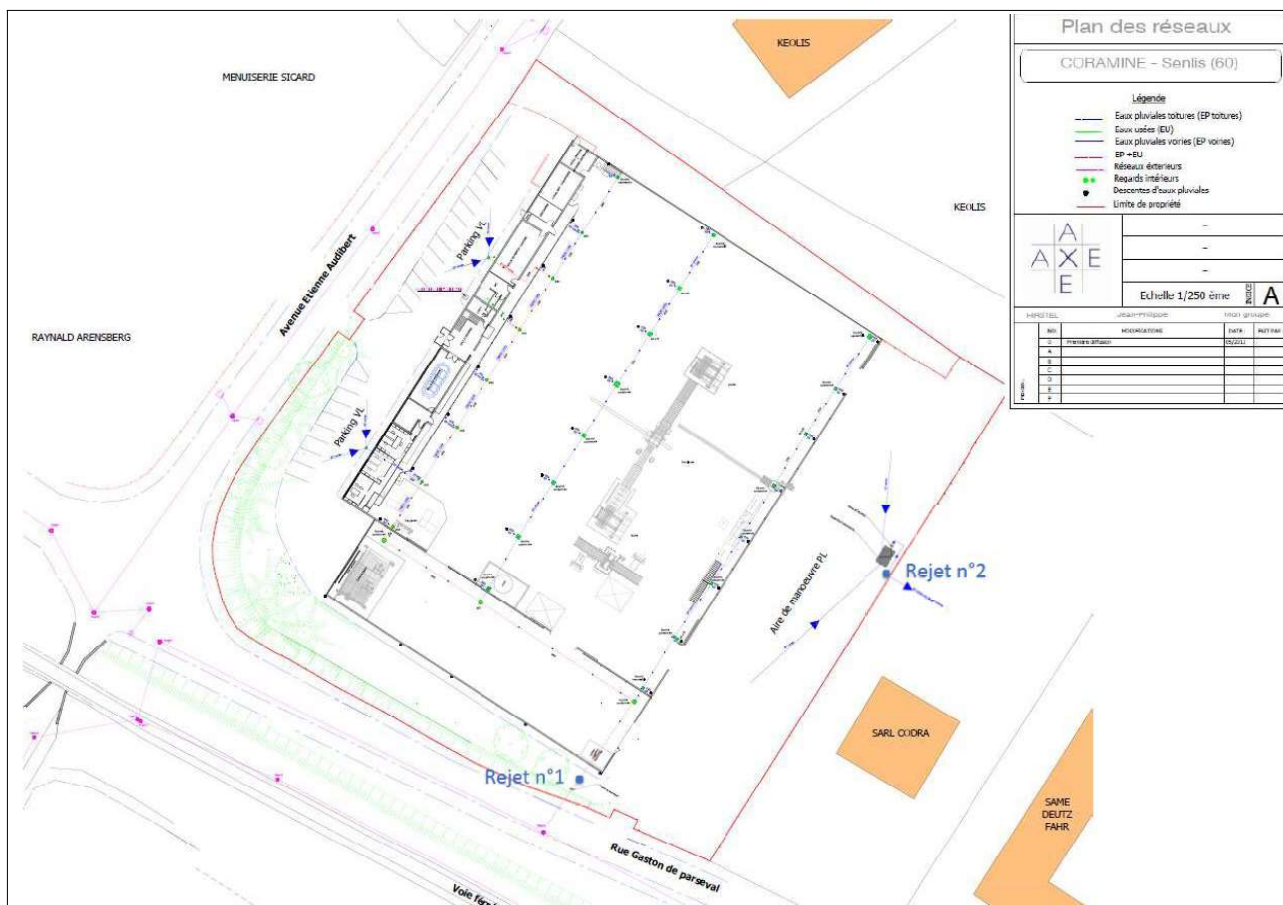
Figure n°1 : copie d'une partie du tableau de suivi des incidents-accidents élaborés sous SIRIUS
mois de février 2022

Site	Type d'ICV	Titre	Date de l'ICV	Prénom du Déclarant	Service Du Déclarant	Description	Emplacement	Emplacement Niv 2	Domaine de l'ICV	Date saisie
Coramine	Situations	DECHETS NON TRIÉS	28/02/2022	BORDEZ Julie	Back office	BOULEVARD DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES DE LA RUE DE LA SÈVE	Dépôt 1	zz-Autres	Déchets	01/03/2022
Coramine	Situations	grand ouverte les	24/02/2022	BORDEZ Julie	Production	BOULEVARD DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES DE LA RUE DE LA SÈVE	Dépôt 1	Bureaux	Energie	24/02/2022
Coramine	Situations	RADIATEURS ALLUMER	24/02/2022	BORDEZ Julie	Back office	BOULEVARD DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES DE LA RUE DE LA SÈVE	Dépôt 1	Bureaux	Energie	01/03/2022
Coramine	Situations	Robinet surconsommation	22/02/2022	FERREIRA Victor	Production	BOULEVARD DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES DE LA RUE DE LA SÈVE	Dépôt 2	Sanitaires	Eau	08/03/2022
Coramine	Situations	déchets volant	17/02/2022	ZEZANSKI Cyril	Qualité	BOULEVARD DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES DE LA RUE DE LA SÈVE	Dépôt 2	Sanitaires	Déchets	30/03/2022
Coramine	Situations	DANS LABO CONTROLE	15/02/2022	CHARVIER Eric	Administration	BOULEVARD DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES DE LA RUE DE LA SÈVE	Dépôt 2	Bureaux	Energie	15/02/2022
Coramine	Situations	Fuite d'eau	10/02/2022	BOCCHETTI	Production	BOULEVARD DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES DE LA RUE DE LA SÈVE	Dépôt 1	Production dépôt 1	Eau	08/03/2022
Coramine	Situations	Fuite d'huile moteur suite à	04/02/2022	BOCCHETTI	Production	BOULEVARD DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES DE LA RUE DE LA SÈVE	Dépôt 1	Production dépôt 1	zz-Autre	08/03/2022
Coramine	Situations	Lumière restée allumée	01/02/2022	MEHNANA Axel	EHS	BOULEVARD DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES DE LA RUE DE LA SÈVE	Dépôt 1	Production dépôt 1	Energie	01/02/2022

Deux points de rejets des effluents sont présents sur le site.

- Point n°1 : Regard extérieur situé au sud de l'établissement donnant sur la rue Gaston de Perceval. qui reçoit les eaux sanitaires et les eaux pluviales de toitures et de voiries (parking PL et VL).

- Point n°2 : Regard intérieur situé à l'Est de l'établissement Eaux pluviales de voiries (aire manœuvre des PL).



L'exutoire de ces deux points de rejet est le réseau d'eaux usées de la zone industrielle de senlis qui se déverse dans la station d'épuration communale de senlis.

Les deux points de rejet doivent être équipés d'un séparateur hydrocarbures.

1/ L'inspection s'interroge sur le fait que les eaux domestiques et les eaux pluviales souillées et non souillées arrivent toutes au niveau du même regard. L'exploitant nous explique que le réseau d'eau de la zone industrielle de SENLIS n'est pas de type séparatif. Ce point a été vérifié par l'inspection auprès de Monsieur Benoit BATALER, chargé d'étude au bureau de police de l'eau. Il s'agit d'un réseau unitaire.

2/ l'exploitant nous informe qu'il n'a pas d'autorisation de rejet vers la station de Senlis. Ce point est aussi confirmé par Monsieur BATALER.

3/ Le nettoyage des séparateurs est effectué une fois par an. L'inspection demande le bordereau de suivi de déchet dangereux à l'exploitant concernant le nettoyage de ces deux séparateurs hydrocarbures. Il nous remet:

- un seul BDS datant du 22 avril 2022. Ce bordereau n'est pas complet. La partie 10 (expédition à l'installation de destination) n'est pas remplie.
- le bon d'intervention de la société ORTEC daté du 30/03/2022 pour le pompage et le nettoyage d'un séparateur équipant le regard à l'est de l'établissement.

L'inspection s'interroge sur le nettoyage du séparateur du rejet n°2. L'exploitant informe l'inspection que ce point de rejet n'a pas de séparateur à hydrocarbure.

<p>Ce point est non conforme à la réglementation en vigueur, article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du site daté du 10 octobre 2014 et qui indique que les deux points de rejet sont pourvus d'un séparateur hydrocarbure.</p> <p>L'absence d'autorisation de déversement dans la STEP de SENLIS est aussi relevée comme un point non conforme.</p> <p>L'exploitant doit obtenir une autorisation de rejet dans la station d'épuration de SENLIS.</p> <p>Ces deux non conformités feront l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p> <p>De plus, au vu de ces éléments, certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral daté du 10 octobre 2014, ne sont pas adaptées à la situation du site concernant la gestion des effluents du site. En effet :</p> <p>1- le site ne possède pas d'eaux résiduaire : les eaux issues du nettoyage des équipements de la ligne d'encollage et du lavage de sols de l'atelier sont récupérées et traitées en tant que déchet.</p> <p>De ce fait les articles suivants de l'arrêté préfectoral susnommés doivent être modifiés ou abrogés:</p> <p>article 4.3.1 identification des effluents à modifier (absence d'eaux résiduaire)</p> <p>article 4.3.5 Localisation des points de rejet à modifier (absence d'eaux résiduaire)</p> <p>article 4.3.8 Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaire interne à l'établissement à modifier (réseau unitaire)</p> <p>article 4.3.9 à 4.3.12 à modifier (absence d'eaux résiduaire)</p> <p>Afin de gérer ces modifications, l'inspection proposera ultérieurement un arrêté préfectoral complémentaire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Transports des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 5.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Transports des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT al 1 et 2</p> <p>L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.</p> <p>Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats : L'exploitant tient à jour un registre numérique consignait tous les mouvements de déchets sortants. Les informations répertoriées sont conformes à la réglementation en vigueur.</p> <p>A cette occasion l'exploitant montre à l'inspection un tableau répertoriant ces différents déchets. Ce tableau a évolué par rapport aux tableaux des déchets générés par l'établissement et faisant l'objet de l'article 5.1.7. déchets produits par l'établissement de son arrêté préfectoral daté du 10/10/2014. Ce chapitre devra donc faire l'objet d'une révision.</p>

Type de déchets	code	Arrêté 10/10/2014	Tableau 2022
bois	20 01 38	x	x
Balle carton/ papier	20 01 01		x
DEEE	16 02 13*		x
Plaque de plâtre	17 08 02	x	x
DIB	20 01 99		x
Séparateur hydrocarbure	13 05 07	x	x
Métaux ferreux	16 01 18		x
Eaux souillées non chlorées	07 01 01*	X sous le code 08 04 15*	x
aérosols	16 05 04*		x
Bidons souillées	15 01 10*	x	x
Produits souillés et DTQD	15 02 02*	X	
Poussières de bois et de plâtre	03 01 05 10 13 06	x	
Chute de production et de déchets de bois	03 01 05 20 01 38	x	
feraille	20 01 40	x	
Déchets d'emballage, chute de production papier/vinyle	15 01 02 03 01 99 07 02 99	x	
Ordures ménagères	20 03 01	x	

Au vu de ce tableau l'exploitant doit apporté des explications sur :

- les changements de codes pour un même déchet;
- les modifications dans sa liste de déchet.

L'inspection a vérifié les bordereau de suivi de déchets dangereux 2022 concernant les boues de stations dépurations (13 05 07*) et les eaux souillées de l'atelier d'encollage. La partie 10 n'est pas encore complétée. L'exploitant devra fournir les BSD complets lorsque la destination finale du déchet aura été atteinte.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : mesure sur rejet du conduit 1

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/08/2016, article art 4, 5, 6 et 8
Thème(s) : Risques chroniques, mesure sur rejet du conduit 1
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : ARTICLE 4

L'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

	Hauteur (m)	Diamètre (m)	Débit nominal (Nm³/h)	Vitesse mini d'éjection (m/s)	Température d'émission
Conduit N° 1	4	0,355	6 000	16,8	20°C

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportée à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

ARTICLE 5

L'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Concentrations instantanées en mg/Nm³	Conduit n°1
Poussières	5
COV totaux	8,4

ARTICLE 6

L'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

	Conduit N°1
Flux	kg/h
Poussières	0,03
COV totaux	0,05

ARTICLE 8 :

L'article 9.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2014 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Les mesures portent sur le rejet suivant : Conduit n° I

Paramètre	Fréquence
Débit	Annuelle
Vitesse	
Température	
Poussières	
COV totaux	

Constats :

L'exploitant remet à l'inspection la copie du rapport de surveillance des émissions atmosphériques daté du 18/03/2021 et les résultats de 2022. Le prestataire n'a pas encore fourni le rapport complet à l'exploitant pour les émissions de mesurées en 2022. Les résultats de 2021 sont conformes à la réglementation. En 2022, les résultats montrent une vitesse d'éjection inférieure au seuil minimum. Une deuxième mesure est effectuée en juillet. Elle s'avère conforme. Cependant le résultat obtenu en juin serait la conséquence d'une mauvaise prise de mesure due à la forme du conduit en courbe (absence de segment droit). De plus ce conduit de par sa forme, ne favorise pas au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère (sortie pratiquement à l'horizontale). L'exploitant accepte de changer son conduit pour la fin de l'année 2022 afin de le rendre conforme à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du site daté du 12/08/2016 qui dispose:

..." Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur"...

"...La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente."

Fig 1 et 2: Tableau récapitulatif des mesures atmosphériques de 2021 et 2022 et conduit n°1.

BILAN DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES					
		Arrêté complément aire 2016	Résultats du 18/03/2021	Résultats du 23/06/2022	21/07/2022
Conduit n° 1	Vitesse éjection	Seuil mini (m/s)	16,8	22,2	13,0
	COV Totaux	Seuil concentration (mg/Nm3)	8.4	2	2
		COV Flux massique (kg/h)	0,05	0,0138	0,0101
	Poussières	Seuil concentration (mg/Nm3)	<5	0,3	0,36
		Flux massique (kg/h)	0,03	0,0024	0,0015

Intervention pour
mesure
complémentaire
suite NC du 23 juin

Devis à faire pour
modifier la sortie
du conduit évent



Ce point fera l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

N° 5 : localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article art 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, localisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 4.1 de l'arrêté du 12 mai 2020 Localisation des risques. L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques par inhalation). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370) sont systématiquement à considérer dans ce recensement.
Constats : L'exploitant possède un plan des zones à risques à jour. Il indique les différents risques (inflammables et explosion) et les localise. Il possède aussi une liste des substances inflammables et/ou toxiques pour l'homme. Ces produits sont localisées dans une armoire dédiée. Les quantités sont très faibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : surveillance et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article art 3.1 et 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, surveillance et contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.1 de l'arrêté du 12 mai 2020 Surveillance de l'installation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Article 3.2 de l'arrêté du 12 mai 2020 Contrôle de l'accès. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance n'aient pas accès aux installations (par exemple clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter). Constats : Monsieur Stéphane BERTHELOT est la personne nommément désignée par l'exploitant pour assurer la surveillance de l'exploitation. L'accès est limité par un panneau à l'entrée et un interphone pour les visiteurs. Le site est de plus sous alarme et clôturé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : révision de la situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/10/2014, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, nature des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : rubrique 2940.2-a du tableau de classement de l'article 1.2.1, page 9/44 de l'arrêté sus-nommé Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion : des activités couvertes par les rubriques suivantes : 1521, 2445, 2450, 2930, ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. 2/ lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé" (pulvérisation, enduction). Si la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en oeuvre est : a/ supérieure à 100 kg/j Classement : autorisation (750 kg/j)
Constats : Mise à jour du tableau de classement suite à une modification de la nomenclature ICPE datée du 12 mai 2020 (Rubrique modifiée par le Décret n°2020-559 du 12 mai 2020) Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en oeuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/ j (E) b) Supérieure à 10 kg/ j, mais inférieure ou égale à 100 kg/ j (DC) L'installation soumise à la rubrique 2940 n'étant plus à autorisation, l'exploitant ne se voit plus soumis à garantie financière puisque seuls les installations soumises à autorisation pour cette rubrique sont visées par l'arrêté du 31/05/2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières. Ainsi les chapitres suivants de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2014 ne sont plus adaptés et doivent être modifiés ou abrogés : - chapitre 1.2 Nature des installations (modification de l'article 1.2.1) - chapitre 1.5 Garanties financières (abrogé) L'exploitant devra de plus, vérifier sa conformité à l'arrêté ministériel du 12/05/2020 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2940 et faire parvenir un rapport à connaissance à l'inspection. Afin de gérer ces modifications l'inspection proposera ultérieurement un arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet